

Mission économique et scientifique au Mercosur: (premières impressions au Brésil)

03.05.2018

D'un coup d'oeil

La mission économique et scientifique du conseiller fédéral Johann N. Schneider-Ammann en Argentine, au Brésil, au Paraguay et en Uruguay, quatre pays membres du Mercosur, a démarré à São Paulo avec des discussions intenses sur un accord de libre-échange.

«Nous ne pas souhaitons, en aucun cas, anéantir l'agriculture de pays partenaires», a déclaré Ronaldo Filho, Sous-secrétaire d'État brésilien en charge des négociations en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange avec l'AELE. Il a souligné les effets positifs à long terme de l'ouverture des marchés. À la fin des années 1980, le Brésil refusait toute ouverture de son marché agricole. À la suite du cycle de l'Uruguay, le pays a quand même choisi l'ouverture. La concurrence étrangère a entraîné une modernisation de l'agriculture indigène. Si, avant l'ouverture, le Brésil était un importateur net de produits agricoles, il est devenu, depuis, le leader mondial de la viande de bœuf, du soja ou de la volaille. L'accès aux marchés internationaux a ouvert de nouvelles opportunités. Aujourd'hui, les produits agricoles représentent près de la moitié des exportations brésiliennes.

Un gros potentiel pour les produits agricoles suisses

Interrogé sur les débouchés commerciaux pour des produits agricoles suisse, Ronaldo Filho n'a eu besoin de chercher ses mots. Avec 205 millions d'habitants et une classe moyenne qui se renforce, il estime que les fromages et d'autres spécialités suisses possèdent un très grand potentiel.

Or pour que des entreprises exportatrices suisses – de produits agricoles ou industriels – puissent l'exploiter, l'accès au marché doit être sensiblement amélioré. À l'heure actuelle, les droits de douane et les taxes, qui atteignent jusqu'à 35% de la valeur d'un bien, représentent de gros obstacles au commerce. Le Brésil figure parmi les trois pays au monde où les obstacles non tarifaires sont les plus élevés. Ceux-ci prennent la forme de prescriptions complexes, de normes techniques et de procédures d'autorisation lourdes. Et, les barrières entravant l'accès ont fortement augmenté ces dernières années. Des études de Simon Evenett, chercheur saint-gallois, montrent que près de 60% de toutes les importations sont fortement affectées par de tels obstacles au commerce. Dans la mesure où cette évaluation n'inclut pas les mesures au niveau des provinces, on peut considérer qu'il s'agit d'une estimation conservatrice. Cela explique pourquoi les exportations suisses vers la septième économie mondiale atteignent un volume de 2,2 milliards de francs seulement. Le futur accord de libre-échange entre l'AELE et les pays du Mercosur devrait améliorer la situation.

Des prix élevés pour l'industrie et la population en raison de taxes à l'importation importantes

«Notre économie a besoin de mesures de libéralisation et d'ouverture. Ce qui entrave les importateurs et les investisseurs étrangers affecte tout autant nos propres entreprises», a déclaré Thomaz Zanotto, représentant de la faïtière de l'économie brésilienne FIESP. Cela explique peut-être pourquoi le Brésil exporte avant tout des matières premières agricoles faiblement transformées – l'industrie est à la traîne. La politique de substitution des importations a créé des incitations inopportunes et s'est traduite par une productivité insuffisante. Les conséquences sont terribles. Les importations étant entravées, les prix sont excessifs pour l'industrie et la population. Cependant, ces dernières années, des acteurs, chinois principalement, ont réussi à passer outre ces barrières au commerce. Faute de compétitivité internationale, de nombreuses entreprises brésiliennes se sont trouvées évincées du marché. Pour ce qui concerne la durabilité de l'agriculture brésilienne, on remarque plusieurs champs de tension. Des exigences et des labels de durabilité peuvent, certes, améliorer les méthodes de production, mais au vu des faibles marges de production, elles excluent la majorité des quatre millions de petits producteurs. Seuls les gros producteurs – ils sont un million environ – possèdent les capitaux et le savoir-faire pour investir dans la durabilité. C'est donc l'ensemble du système qui doit être amélioré. La majorité des petites exploitations agricoles ont une formation insuffisante et sont difficiles à atteindre au vu de la taille immense du pays.

Pour de plus amples informations sur cette mission:

[Nouvel accord de libre-échange avec le Mercosur: un conseiller fédéral et des entrepreneurs se rendent sur place](#)

[Argentine: entre réformes économiques nécessaires et préoccupations électorales](#)

[Wirtschafts- und Wissenschaftsmission im Mercosur: Uruguay als weit entwickelter Wirtschaftsstandort des Mercosur \(en allemand\)](#)

[Wirtschafts- und Wissenschaftsmission im Mercosur: Paraguay auf der Aufholjagd \(en allemand\)](#)

[Mission économique et scientifique au Mercosur: réponses aux cinq questions les plus fréquentes](#)

© economiesuisse | www.economiesuisse.ch